



## Oui à une baisse de l'eau !

**D**éléguer au privé la gestion de l'eau revient progressivement et, même, involontairement à se laisser déposséder de ce don de la nature. Ce bien commun est majoritairement aux mains de distributeurs privés : plus de 75 % de la population est sous leur emprise pour la distribution d'eau (dont le Grand Lyon) et plus de 60 %, pour l'assainissement (pas le Grand Lyon, qui a sa propre régie). Si l'eau a l'apparence d'un marché concurrentiel, en vérité les trois plus grands groupes – Véolia, Suez-Lyonnais des Eaux et SAUR (Bouygues) – se partagent de manière « équitable » les collectivités locales.

Alors que nous poursuivons les efforts d'investissement pour les travaux d'extension et d'amélioration des stations d'épuration et leur modernisation (environ 100 millions d'euros), pouvons-nous nous satisfaire que l'investissement public soit largement supérieur à celui des délégataires et que la facture d'eau reste à un prix élevé, malgré les négociations de 2001 ? Aujourd'hui, les renégociations doivent mettre l'accent sur le taux de rentabilité élevé et les profits qui en découlent et qui alimentent les comptes bancaires des délégataires. Mettons tout en œuvre pour obtenir une baisse significative des tarifs, dans l'intérêt des consommateurs. Et si cette renégociation n'aboutissait pas, pourquoi ne pas envisager un retour en régie directe ? Dans ce cadre-là, nous souhaiterions qu'une étude soit réalisée sur les conséquences juridiques et financières d'une éventuelle rupture du contrat.

Pour les élus communistes, il faut mener une véritable réflexion de fond quant à l'avenir du service public de l'eau. Nous ne sommes absolument pas condamnés à l'état de fait de l'héritage trouvé concernant les contrats de concessions. Nous ne pouvons pas renoncer publiquement à ce bien commun et nous ne souhaitons pas attendre 2016 et 2019. ■

**Groupe Communiste & intervention citoyenne**  
04 26 99 38 79 – [groupecommuniste@grandlyon.org](mailto:groupecommuniste@grandlyon.org)

**Groupe UDF**

**L**e Grand Lyon doit s'inscrire dans une véritable perspective de développement de métropole. Pour cela, le fonctionnement du bi-pôle LYON - SAINT-ÉTIENNE et les relations entre les deux grandes agglomérations doivent être facilités par la future A 45.

Nul ne peut contester que l'A 47, qui supporte seule un trafic de 90 000 véhicules/jour, est actuellement un handicap pour l'axe LYON-SAINTE-ÉTIENNE. Mais son réaménagement lourd avec un coût quasi équivalent à la réalisation de l'A 45 (environ un milliard d'euros) serait vite inadapté.

L'aménagement de l'A 450 à son débouché à Pierre Bénite sur l'A7 et de l'A 47 à hauteur de Givors devront être l'objet de réflexions sérieuses. Le TOP et le COL, qui font partie intégrante du futur maillage de notre agglomération doivent aussi s'inscrire dans la réflexion.

Enfin, le développement des TER et du fret ferroviaire ne s'oppose pas au mode routier : il faut se placer dans une vraie perspective de développement durable où chaque mode a sa pertinence économique. Toutes ces questions importantes ne doivent pas servir de prétexte pour retarder la procédure, déjà très longue.

Veut-on voir avancer le projet d'une liaison performante et sécurisée entre LYON et SAINT-ÉTIENNE ? C'est le souhait de la grande majorité des usagers, particulièrement des acteurs économiques et la conviction des élus du groupe UMP, dont certains sont très impliqués dans les répercussions de cette création d'infrastructure.

Considérant l'avis sans vision d'envergure métropolitaine présenté au dernier au Conseil de communauté, les élus du groupe UMP ont voté en majorité contre la position du Grand Lyon mais réaffirment leur volonté de voir avancer le projet d'A 45 surtout quand l'actualité en démontre l'absolue nécessité après le blocage complet du sud de l'agglomération suite à la fermeture de l'A 47 pendant 12 heures !

Faute de volonté politique responsable des acteurs locaux, notre agglomération va droit à l'asphyxie ! ■

**Groupe UMP**

## Citoyens du monde

**L'**expression citoyenne peut-elle dépasser le cadre de la nationalité ? C'est en creux une des questions posées par la troisième votation citoyenne (après 2002 et 2005) qui s'est déroulée dans une centaine de villes françaises du 16 au 22 octobre dernier. Bron, Vaulx-en-Velin, Lyon, Villeurbanne, pour ne citer que ces villes du Grand Lyon, ont participé à cette opération, qui se situe à mi-chemin du référendum et de la pétition.

TOUS les citoyens, français et « du monde », étaient invités à répondre à la question suivante : « Êtes-vous pour la reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales ? ».

Ce droit de vote existe déjà dans 17 des 25 pays de l'Union Européenne. En France, deux initiatives parlementaires ont été bloquées par le Sénat. Face à ces blocages, la mobilisation ne doit pas faiblir. Le champ démocratique a besoin d'être élargi. La démocratie participative est une des voies de cet élargissement, le droit de vote des étrangers aux élections locales en est une autre. ■

**Groupe GAEC**  
(gauche alternative, écologique, citoyenne)  
Tél. 04 26 99 38 83 - (Fax 39 58)  
e-mail : [groupegaec@grandlyon.org](mailto:groupegaec@grandlyon.org)  
site : [www.gaec-lyon.org](http://www.gaec-lyon.org)

## Ordures ménagères : pas de nouvel incinérateur, à Givors ou ailleurs

**P**ar voie de presse cet été, les habitants du Grand Lyon ont appris l'existence d'un projet d'incinérateur sur le site de l'ancienne centrale EDF de Loire/Rhône, aux portes de Givors. Après une forte mobilisation sur place, ce projet calamiteux du point de vue de l'environnement, du site, et des transports a été abandonné.

Les Verts sont résolument contre l'augmentation des capacités d'incinération du Grand Lyon et la mise en service d'un four supplémentaire dans les usines existantes pour au minimum 60M. Le traitement ultime des déchets ne doit se faire qu'après réduction des déchets à la source, à toutes les phases du processus de distribution et de consommation, selon la règle des trois R « réduire, réutiliser, recycler ». Pour nous, il s'agit de faire baisser la production de déchets bien en dessous des 1,3 kg/hab/jour actuels.

Le Grand Lyon mène actuellement une réflexion stratégique sur la gestion de ses 500.000 tonnes de déchets annuelles. Il est essentiel aujourd'hui d'aborder cet enjeu en impliquant chacun dans ses comportements, ses modes de vie, et ses achats. Il faut donc donner la priorité à l'éducation à l'environnement et à l'information, notamment sur l'ensemble du dispositif de la collecte sélective. En effet, le tri doit encore s'améliorer, le compostage individuel se développer, les équipements actuels de traitement être optimisés, et les élus communaux... troquer leur bouteille d'eau en séance pour des carafes. Enfin, nous regrettons que le Semaine de la Réduction des déchets dont la 5ème édition a eu lieu du 10 au 15 octobre dernier soit passée inaperçue. ■

**Groupe des élus Verts du Grand Lyon**

## La confluence : il fallait la faire

**Q**uand en début de mandature Gérard COLLOMB et quelques élus ont décidé de mettre un contenu au projet du Confluent, il y avait beaucoup de sceptiques.

Il faut dire que le projet était ambitieux : bâtir le Lyon de demain avec une volonté : que ce cœur de ville soit humain, accessible à tous, et exemplaire en matière de développement durable.

Le travail important de concertation, le rôle essentiel des comités de quartier et des structures associatives existantes sont des gages essentiels.

À côté du Pôle de loisirs, des logements, des infrastructures publiques, du Parc, de la danse des futurs docks, la région Rhône-Alpes a décidé de transférer son siège au Confluent et y rassembler l'ensemble des services.

Décision opportune et exemplaire que les élus Radicaux de Gauche soutiennent tandis que l'opposition UMP a voté contre. ■

**Groupe Radical de gauche**

## Le glossaire d'Aglo

**P**ROXIMITÉ { prœksimite } : n.f. du latin proximitas, de proximus « très près » : situation d'une chose qui est à peu de distance d'une autre, caractère de ce qui est proche.

Contraire : distance, éloignement.

Dans notre société ou la révolution Internet a favorisé la communication à l'échelle planétaire, nos concitoyens sont toutefois de plus en plus demandeurs de proximité (commerces, transports, santé, éducation, loisirs...). Cette évolution est l'aboutissement d'une modification du mode de vie de nos concitoyens désireux de préserver une proximité sociale équilibrée donc humaine dans l'aménagement du territoire.

Les élus seraient donc bien inspirés d'établir une réelle concertation avec les citoyens avant d'entreprendre de grands projets urbains. En favorisant notamment la codécision dans les conseils de quartier, les élus offriront ainsi aux habitants la possibilité de s'impliquer davantage dans la vie de leur cité.

De fait, l'expression « élu de proximité » ne serait plus un simple terme mais retrouverait là le sens profond et noble de la fonction élective. ■

**Groupe Alliance pour le Grand Lyon Opérationnel (AGLO)**

Chargé de mission : Guy Bert-Gauthier  
[gbert-gauthier@grandlyon.org](mailto:gbert-gauthier@grandlyon.org)

## L'A45, oui mais...

Cinq principes ont guidé notre avis sur l'autoroute Saint-Étienne-Brignais, dans le cadre du débat public initié par l'État :

- On ne peut pas continuer à subir les conditions actuelles de trafic sur l'A47 actuelle, entre sentiment d'insécurité et pollution exponentielle des territoires traversés
- Nous n'atteindrons un rôle de métropole européenne qu'à partir du rapprochement naturel et positif entre Lyon et Saint-Étienne. Tout mode structurant de rapprochement entre les deux territoires doit être examiné avec intérêt.
- Mais l'agglomération lyonnaise ne peut pas intégrer 50.000 nouveaux véhicules par jour sur son entrée au sud-ouest, via l'A450, et sur sa jonction avec l'A7 à la hauteur de Pierre-Bénite. De plus, s'il faut plus d'une heure pour rallier Brignais au centre de Lyon ou à Saint-Éxupéry, la solution n'est pas plus acceptable pour les arrivants de la Loire.
- Il est suggéré aux collectivités locales concernées de faire preuve de générosité financière sur ce projet. Après le TGV Est, après le contournement fret ferroviaire, voici l'A45... Tout ceci évidemment sans la moindre aide réciproque pour le bouclage de notre périphérique, considéré par l'État comme un équipement strictement local...
- Or cet engagement financier ne peut pas se substituer à notre ambitieux projet de réseau ferroviaire à vocation régionale. Car les raisonnements basés sur un seul mode de transport sont dépassés. Le « tout-route » ou le « tout-train », c'est comme le « tout-vélo », ça ne fonctionne pas ! Les alternatives de transport doivent être attractives et faire envie aux habitants. Ce n'est pas en dégoûtant de l'automobile que nous remplirons les bus ou les trains. C'est en démontrant que l'on peut être gagnant à les utiliser.

C'est pourquoi nous avons accepté le principe d'un équipement structurant de transport, entre deux métropoles vouées à s'entendre, mais sous réserves de conditions acceptables d'accès et de financement. ■

Groupe **Synergies-Avenir**

Contact : 04.78.63.45.84

## Tassin la Demi Lune entre dans le Projet Nature l'eau...

Ce projet appelé également PDIR (Projet Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées) a pour finalité de mettre en valeur certains chemins de randonnée tout en les protégeant et en les pérennisant.

C'est à l'échelle du Département que cette politique d'harmonisation est menée. Les randonneurs se verront ainsi offrir des sentiers balisés et surtout homogènes sur l'ensemble du territoire.

Au niveau de la commune de Tassin la Demi Lune les chemins ruraux de Méginand et du Vallon du Charbonnières sont concernés.

Ce projet envisage également la création d'un site de stationnement au départ des circuits. Il est important aujourd'hui dans les communes « nature » de mettre en valeur ces espaces naturels et d'adhérer par ce biais à la Charte de l'Écologie Urbaine du Grand Lyon.

Alors au travail, sous l'impulsion de Jean Claude DESSEIGNE, Maire de Tassin la Demi Lune, vont se créer des groupes de pilotage pour mettre la nature à la disposition et au loisir de chacun. ■

Groupe **Grand Lyon d'Abord**

## A45 : le jeu de dupes

La question de l'autoroute A45 qui doit relier Saint-Étienne à Lyon constitue une priorité comme élément structurant de l'agglomération Lyonnaise. L'aire Lyon-Saint-Étienne est suffisamment vaste et dense en terme de population pour pouvoir s'imposer sur le plan international comme une métropole d'envergure. En ce sens, les équipements de desserte rapide des deux agglomérations doivent être renforcés et nous nous réjouissons que le Grand Lyon et l'État aillent en ce sens.

Malheureusement, il s'agit ici d'un jeu de dupes. L'État a inscrit l'A45 au rang de ses priorités d'aménagements mais la livraison de l'autoroute, promise pour 2013-2014, devrait normalement déboucher au cœur de l'agglomération. Une hérésie en terme d'aménagement dont ont tout à fait conscience les autorités nationales et locales. Hélas, l'État et le Grand Lyon sont entrés dans une stratégie dangereuse pour l'ensemble des grands Lyonnais : chacun espérant faire supporter à l'autre le coût des équipements connexes indispensables à la construction de l'A45 : la construction d'un véritable périphérique Lyonnais via le COL et le TOP.

Prendre le risque de construire l'A45 sans avoir

prévu le financement des investissements préalables indispensables c'est miser sur la stratégie du pire en espérant que la situation devienne tellement insupportable que la solution s'impose d'elle-même.

Pourtant, l'exemple de la construction du tunnel sous Fourvière pourrait nous permettre d'éviter cette erreur. À l'époque déjà, la ville avait obtenu de l'État la construction de ce tunnel, pariant que le contournement deviendrait indispensable pour l'axe européen. Ainsi, Fourvière aurait uniquement permis de desservir la couronne Lyonnaise. Il n'en a jamais rien été et Fourvière constitue aujourd'hui un des principaux points noirs de la circulation française.

En réalité, cette question des grands équipements d'infrastructure reflète bien l'émission du pouvoir décisionnel caractéristique de notre organisation administrative. Les compétences et les financements sont tellement morcelés que personne finalement ne peut mettre en œuvre seul un projet et essaye toujours d'en tirer un profit maximal pour un investissement minimal. ■

Groupe **Union Pour la Communauté**

## La BD des socialistes



Groupe **socialistes & apparentés** du Grand Lyon  
 Contactez-nous au 04 78 63 48 29  
 email : [groupesocialiste@grandlyon.org](mailto:groupesocialiste@grandlyon.org)  
[www.groupesocialiste.org](http://www.groupesocialiste.org)